

Ruptures

Nouvelles pratiques, nouvelles tendances

Casseur de codes

Le dynamiteur de mythes

André Santini, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, commence par supprimer le classement à la sortie de l'Ena. Avant de la réformer plus en profondeur.



La réforme doit éliminer les trois reproches faits à cette institution : conformisme, fermeture au monde et manque de familiarisation avec l'entreprise.

C'est un peu une vache sacrée que le ministre vient d'abattre. Plus d'un demi-siècle d'existence, 23 réformes (plus d'une tous les trois ans) et toujours cet "amphi garnison" qui prétermine à 23 ans la carrière des hauts fonctionnaires en fonction de leur rang de sortie de l'Ena et l'affectation automatique des 15 meilleurs (sur 90) dans les trois grands corps les plus prestigieux de l'Etat. Plus des trois quarts de élèves de l'actuelle promotion Willy-Brandt ne veulent plus entendre parler. Nicolas Sarkozy non plus. "Choquant, qu'un concours passé à 25 ans oriente toute une vie professionnelle." Alors, malgré les amicales pressions des anciens, les énarques qui l'entourent, André Santini a tranché. Dans le vif.

"Mais par quoi donc vas-tu donc le remplacer ?" Dans les ors de son bureau de la rue de Lille, quelques hauts fonc-

"Mais vous n'imaginez pas le rayonnement de cette école à l'étranger, elle remporte tous les appels d'offres pour la formation des hauts fonctionnaires"

tionnaires de l'enaklatura s'inquiètent auprès de leur ami secrétaire d'Etat de son intention : mettre fin au fameux classement permettant aux 9 000 anciens, on dénombre 3 000 étrangers. Cette activité à l'international représente 20 % de ses ressources. D'ailleurs, quand j'ai eu un pépin de santé à Pékin, c'est un énarque chinois qui m'a appelé le premier. Il est aujourd'hui ambassadeur à Paris...," explique le maire d'Issy-les-Moulineaux qui a pu éprouver les qualités et défauts des professionnels diplômés par cette grande école que tant de beaux esprits veulent supprimer. "Je préfère la moderniser en refusant toute démagogie. Il y a certainement des enseignements à professionnaliser. Il faut également favoriser les allers et retours entre le public et le privé... Les grands corps devraient pouvoir recruter des compétences dans le privé..."

patick.amoux@nouveleconomiste.fr

tout pas qu'ils instituent un concours à l'entrée, comme cela se faisait il y a des années pour l'inspection des Finances. La réforme globale que je prépare pour fin octobre doit éliminer les trois reproches faits à cette institution : conformisme, fermeture au monde et manque de familiarisation avec l'entreprise." Bravant les frilosités d'une certaine enarchie, le secrétaire d'Etat à la Fonction publique prévoit de raccourcir de 5 mois les études et d'envoyer 8 jours à Saint-Cyr les futurs dirigeants de l'administration. Mais rien n'est encore prévu pour améliorer les programmes pédagogiques qui ne font pas la part belle – euphémisme – aux sciences du management et à l'art de la décision. "Mais vous n'imaginez pas le rayonnement de cette école à l'étranger, elle remporte tous les appels d'offres pour la formation des hauts fonctionnaires, d'ailleurs sur 9 000 anciens, on dénombre 3 000 étrangers. Cette activité à l'international représente 20 % de ses ressources. D'ailleurs, quand j'ai eu un pépin de santé à Pékin, c'est un énarque chinois qui m'a appelé le premier. Il est aujourd'hui ambassadeur à Paris...," explique le maire d'Issy-les-Moulineaux qui a pu éprouver les qualités et défauts des professionnels diplômés par cette grande école que tant de beaux esprits veulent supprimer. "Je préfère la moderniser en refusant toute démagogie. Il y a certainement des enseignements à professionnaliser. Il faut également favoriser les allers et retours entre le public et le privé... Les grands corps devraient pouvoir recruter des compétences dans le privé..."



Brèches

par Paul-Henri Moinet

Main Street contre Wall Street

Du Mississippi à Toulon, Main Street a la cote. Par une terrible ironie de l'histoire, la crise financière mondiale a trouvé sa nouvelle star médiatique : Main Street. L'homme de la rue comme on traduit communément. Main Street, littéralement la rue principale, là où vivent la plupart des hommes, la multitude, le commun des mortels, le peuple, le troupeau, les travailleurs, les épargnants, la classe moyenne, les gens réels de l'économie réelle. Main Street ou l'anti-Wall Street, son double, sa face cachée, obscure, trop longtemps occultée. Main Street, la grande muette, l'éternelle sacrifiée. Comme si tout le monde avait oublié que c'est Main Street qui fait tourner le monde et pas Wall Street. Quand Wall Street chute, tout le monde se souvient subitement de Main Street. Le capitalisme a la mémoire qui l'arrange. C'est ainsi, il a fallu attendre que Wall Street marche à l'ombre pour que Main Street passe enfin sous les feux de la rampe. Obama ouvre le débat télévisé à Oxford Mississippi en lui rendant hommage : "nous avons beaucoup entendu parler de Wall Street mais Main Street souffre depuis un certain temps et cela pourrait avoir un impact sur tous les secteurs de notre économie."

Et McCain de surenchérir aussitôt : "n'ayez pas de doute sur l'ampleur de cette crise ! Il ne s'agit pas des faillites à Wall Street mais des faillites sur Main Street, des gens qui vont perdre leurs emplois, leurs crédits, leurs logements."

Miracle du capitalisme : Quand Wall Street plonge, Main Street revient en grâce

En écho et en français, c'est la version du discours de Toulon de Sarkozy : "comme partout dans le monde, les Français ont peur pour leurs économies, pour leurs emplois, pour leur pouvoir d'achat. La peur est une souffrance, elle empêche d'entreprendre, de s'engager, de se projeter dans l'avenir."

Wall Street stresse, doute, déprime mais c'est Main Street qui a peur. La peur au ventre du contribuable et de l'épargnant n'a rien à voir avec l'angoisse du manager irresponsable ou du spéculateur cupide qui ont contribué à faire sauter le capitalisme financier par leur goût délirant du risque pour maximiser leurs gains, leur manque de transparence et l'indifférence totale aux conséquences de leurs pratiques. Le capitalisme répressif de ceux qui veulent par exemple interdire la spéculation sur les marchés à terme ne suffira pas à éradiquer la peur du contribuable et de l'épargnant. Le capitalisme préventif de ceux qui militent pour la création d'agences de notation publiques et plus généralement pour la régulation publique du système financier mondial sera-t-il plus efficace ? Il faut l'espérer. Et cet espoir sera d'autant plus fondé qu'une nouvelle génération politique sortira de la déroute financière actuelle. Une génération politique capable d'imaginer un gouvernement économique mondial. Autour de trois principes : précaution, responsabilité, sollicitude. Précaution : concevoir des contre-pouvoirs économiques et financiers locaux et internationaux qui rendent impossibles les dérives du système financier du côté du seul principe de plaisir. Responsabilité : faire disparaître la culture du "après moi le déluge" chez les actionnaires, les managers et les financiers. Sollicitude : agir toujours pour Main Street avant de penser à Wall Street.

Diffusion de savoirs

Agent d'experts

Le "ménage" érigé en noble prestation

"Parole d'experts" dispose d'un répertoire de 50 noms d'intellectuels - sociologues, philosophes, économistes, etc. - pour des interventions rémunérées - en entreprise.

Agent d'expert. Le terme évoque plus l'univers des sportifs ou des artistes que celui du monde des idées et des intellectuels. Bruno Faure, gérant de "Parole d'experts", une agence qui met en relation des experts avec des entreprises pour des interventions rémunérées, assume sans complexe le rapprochement. "Le conseil en interventions de personnalités est un métier encore peu connu en France. Importé des Etats-Unis, il consiste à mettre en rapport le besoin d'une entreprise avec une expertise extérieure", explique le quadra dans un bureau loft près de la Bastille. Une vision bien sophistiquée pour cacher la définition triviale de "ménage" ? "Notre démarche ne relève pas

d'une approche bling-bling. Nous nous situons dans le cadre de l'entreprise apprenante et de l'économie de la connaissance.

"Dans notre société dominée par les écrans, la relation directe a une saveur particulière. Ecouter Claude Allègre en direct marque l'esprit bien plus que de le voir à la télévision"

Faire appel à une personnalité pour clôturer un séminaire de cadres ou animer une convention annuelle de commerciaux doit apporter une vraie valeur ajoutée - quels que soient les objectifs de l'entreprise : motivation des équipes, communication interne, externe. "Y a-t-il là-dedans de quoi justifier pour une

société un débours financier compris en général entre 3 000 et 5 000 euros pour en moyenne une heure d'exposé

avec quelques questions-réponses ? "L'industrie de la connaissance suit le chemin de l'industrie musicale. Même si les gens disposent d'un accès quasi gratuit à la musique, ils n'hésitent pas à payer - et parfois très cher - pour assister aux concerts live. C'est bien la preuve que dans notre société dominée par les écrans,

la relation directe a une saveur particulière. Cela vaut aussi pour les intellectuels. Ecouter Claude Allègre en direct marque l'esprit bien plus que de le voir dans une émission télévision. Et même si son propos reste fondamentalement le même", témoigne le brasseur de contacts. "Le système français est très cloisonné. Le monde de l'entreprise et celui du savoir se méfient l'un de l'autre surtout par méconnaissance. Nous voulons servir de passerelle." Question : Introduire l'argent dans cette démarche ne relève-t-il pas d'un mélange des genres pernicieux ? "Dans une économie marchande, tout serait payant - le champagne, les petits fours, la location de la salle - et l'apport intellectuel serait lui le seul à être fourni gratuitement. Cela revient à nier la valeur de l'intelligence." "Parole d'expert" veut en finir avec cette vision condescendante. "Quand on rémunère une heure de Jacques Attali, on achète trente ans de réflexions."



"Quand on rémunère une heure de Jacques Attali, on achète trente ans de réflexions."

philippe.plassart@nouveleconomiste.fr

EXPERTS-COMPTABLES

Entreprendre c'est aimer l'audace.

Les experts-comptables aiment l'audace... mais avec rigueur. Ils cultivent les idées différentes et créatives... mais avec raison ; ils considèrent le non-conformisme comme un état d'esprit favorable au développement des affaires. La performance et l'efficacité sont leur credo !

Premiers partenaires des chefs d'entreprise, ils sont au cœur de l'économie d'aujourd'hui et de demain.